



FRENTE FARABUNDO MARTI PARA LA
LIBERACION NACIONAL

FRENTE DEMOCRATICO REVOLUCIONARIO

El Salvador, Centro América



BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DE LA REPRESENTATION DU FDR-FMLN
No. 2 Paris, Mai 1989

SOMMAIRE

- . Editorial
- . Communiqué du Commandement Général du FMLN au sujet des élections du 19 mars
- . Position du FMLN sur le futur gouvernement de l'ARENA
- . Les élections salvadoriennes (chiffres et commentaires)
- . Une révolution démocratique pour le Salvador par le Commandant Joaquin Villalobos
- . Le Front National au Salvador
- . Nouvelles brèves



Pour tout renseignement auprès du FDR-FMLN, s'adresser à :
Esmeralda CARDENAS - tél. 33 1 46711290

Soutien à l'édition du bulletin :
CCP 1720992 Z

40P. 13315

EDITORIAL

Les élections présidentielles programmées pour le 19 mars ont bien eu lieu, malgré la guerre. La victoire du candidat du parti d'extrême-droite ARENA, Alfredo Cristiani, en fut le résultat.

Ce scrutin avait été précédé d'un ample débat politique au niveau national, le plus important de ces dernières années : au centre de ce débat se trouvait la proposition du FMLN d'ajourner les élections.

Cette initiative attira l'attention et le soutien de l'opinion publique mondiale et surtout reçut l'appui de la majorité des forces politiques et sociales salvadoriennes parce qu'elle permettait d'espérer la fin de la guerre. D'importants secteurs de l'administration des Etats-Unis, qui est pourtant le promoteur du modèle contre-insurrectionnel qui a aggravé et prolongé le conflit, montrèrent de l'intérêt pour la proposition du FMLN.

Malheureusement, cette possibilité de parvenir à la paix a échoué. Pourquoi ?

A cause de la ferme opposition de l'ARENA et l'intransigeance des hauts responsables militaires qui constituent le principal pouvoir au Salvador et dont le refus a été le facteur décisif. Durant les dernières années, les Etats-Unis ont précisément tenté de subordonner les corps militaires au pouvoir civil et tout particulièrement au régime démocrate-chrétien mis en place par eux, mais en vain. En fait, l'aide militaire des Etats-Unis ne fit que générer davantage de corruption et consolider le rôle des militaires dans la vie politique du pays. C'est pour cette raison que Napoleon Duarte ne put jamais négocier quoi que ce soit et que l'on ne sait toujours pas officiellement qui sont les responsables de l'assassinat de Monseigneur Romero, des dirigeants du FDR tués en novembre 1980, et de la disparition et du meurtre de milliers d'autres Salvadoriens. La grave erreur de la Démocratie-Chrétienne fut de s'allier en janvier 1980 avec les militaires et de surestimer l'aide américaine tout en sous-estimant la détermination et la capacité de lutte des organisations révolutionnaires et démocratiques.

La décision du FMLN de poursuivre la lutte armée s'explique précisément par une conscience claire du fait qu'au Salvador, la conquête d'une véritable démocratie passe par la démocratisation de l'armée et des corps de sécurité de l'état et que cela ne peut se faire au prix de la soumission du mouvement révolutionnaire. L'arrivée de l'ARENA, le parti des escadrons de la mort qui dispose de ses propres corps militaires, symbolise les retrouvailles de l'oligarchie et de l'armée. C'est une nouvelle démonstration de l'échec de la politique appliquée au Salvador pendant 8 ans par l'administration Reagan. La situation a changé. Le jour des élections, la dualité des pouvoirs existant dans le Salvador d'aujourd'hui est apparue clairement ainsi que la capacité militaire et l'influence politique du FMLN.

La guerre, c'est un conflit politique qu'il faut résoudre. Le FMLN maintient son offre de retour à la paix à travers de véritables négociations auxquelles toutes les forces politiques et sociales du pays doivent participer.

COMMUNIQUE DU COMMANDEMENT GENERAL DU FMLN AU SUJET DES ELECTIONS DU 19 MARS

Les journées de lutte qui ont conduit à une énorme abstention lors des élections du 19 mars constituent une éclatante victoire populaire. Elles expriment le rejet d'un scrutin organisé pour la guerre, après le gel de la proposition du FMLN en faveur de la paix. Elles sont une défaite pour la stratégie de l'administration Reagan qui consiste à mener une guerre meurtrière contre notre peuple, sous couvert d'un gouvernement démocrate-chrétien fallacieusement centriste et faussement démocratique.

Nous luttons pour une paix juste, négociée, pour une démocratie authentique, pour la justice sociale, pour la souveraineté nationale. Nous avons asséné un coup, de répercussion mondiale, aux ennemis de notre cause. Dans tout le pays, dans les villes comme dans les campagnes, des milliers de combattants du FMLN ont porté les opérations militaires à un niveau sans précédent par leur intensité et leur synchronisation. Des dizaines de milliers de syndicalistes, de paysans, d'étudiants, d'enseignants, de déplacés de guerre, de chômeurs, de fonctionnaires, d'employés municipaux, de membres d'organismes communaux, de croyants et de prêtres de toutes confessions sont descendus dans la rue pour exiger l'acceptation de la proposition de paix du FMLN. Ils ont ensuite rejeté les élections à caractère belliciste du 19 mars. Plus d'un million de citoyens disposant d'une carte d'électeur ont refusé de se rendre aux urnes et plus de deux cent mille ont voté blanc ou nul, ce que le Conseil central des élections, l'ARENA (Alliance Républicaine Nationaliste) et le PDC (Parti démocrate-chrétien) tentent d'occulter. Des centaines de milliers de citoyens n'ont pas fait de démarche pour obtenir leur carte d'électeur et participer à un scrutin discrédité.

Tous ces Salvadoriens, comme l'immense majorité de la population, ont dit non à la guerre contre-insurrectionnelle, oui à un règlement politique juste et négocié du conflit national. Ils ont dit oui à la véritable démocratie, non à la tromperie traditionnelle du vote qui ne sert qu'à justifier et faciliter l'aide militaire nord-américaine, qu'à pousser à la poursuite de la guerre, qu'à aggraver la misère, la marginalisation, le chômage, la répression, ces maux insupportables dont notre peuple souffre.

Des centaines de milliers de Salvadoriens résidant à l'étranger ont été empêchés de participer aux élections du 19 mars. La majeure partie d'entre eux a dû quitter le pays à cause de la répression et des opérations de dépeuplement menées par les Forces Armées au moyen de bombardements et de toutes sortes d'atrocités. Ces Salvadoriens travaillent et ce sont des centaines de milliers de membres de leurs familles qui subsistent, grâce à eux, dans notre pays. Il leur revient un plein droit de vote comme l'a fait valoir la proposition du FMLN pour faire des élections un instrument de paix.

Monsieur Alfredo Cristiani a été déclaré élu à l'issue d'un scrutin marqué par le plus fort taux d'abstention jamais enregistré au cours de ces années de guerre. Plus de 60 % de la population s'est abstenue ou bien a voté blanc ou nul. Cristiani a obtenu les suffrages de moins d'un cinquième des citoyens salvadoriens. Bon nombre de ceux qui se sont prononcés pour Cristiani ont été abusés par la propagande développée à coups de millions par l'ARENA qui promettait des emplois, des logements, des écoles, la santé publique, l'éducation, la relance et la prospérité économiques du pays etc ... Cristiani et l'ARENA savent bien qu'ils héritent d'un pays plongé dans une crise économique et politique profonde, d'un pays où une guerre révolutionnaire en plein essor se livre. Ils savent bien qu'ils ne pourront pas tenir leurs promesses, qu'ils ne les tiendront pas. Sans instaurer au préalable une paix juste, il n'est personne qui puisse en réaliser une seule.

L'élection d'Alfredo Cristiani ne présente aucune légitimité morale ni politique en raison de tout cela. De fait, la mission de Cristiani et de l'ARENA n'est pas d'apporter une amélioration à la situation mais de provoquer une nouvelle effusion de sang et une nouvelle vague de destructions. Elle est de remplacer Duarte et le PDC, instruments usés d'une sale guerre menée contre le peuple et perdue aujourd'hui.

L'ARENA et Cristiani accèdent au pouvoir dans une position de faiblesse et une condition d'infériorité plus marquées que celles du PDC en 1980/82 et 1984. En effet, il existe à présent une avant-garde révolutionnaire - le FMLN - solidement unie. Elle dispose d'une armée de guerilla de haut niveau qui grandit de jour et jour, d'une large base sociale, d'un grand prestige et de relations internationales plus actives, plus nombreuses et davantage pluralistes.

Les événements ont clairement prouvé l'existence de deux pouvoirs au Salvador et démontré que le vieux pouvoir militariste s'affaiblissait et était démoralisé alors que le nouveau pouvoir que le peuple a bâti avec son sang et son héroïsme, grandissait et allait de l'avant.

Le Commandement général du FMLN a ordonné de ne pas toucher au moindre bureau de vote. Bien que le Conseil central des élections ait décidé malintentionnellement d'installer ces bureaux dans les rues des villes, il n'y a pas eu un seul manquement à la consigne du Front. Les forces armées, pendant ce temps, ont bombardé des hameaux et des villages causant de nombreuses victimes parmi les civils. Elles ont mitraillé une ambulance de la Croix-Rouge, assassiné trois journalistes et en ont intentionnellement blessé trois autres ainsi que ces derniers l'ont attesté.

L'ARENA s'apprête à assumer le gouvernement au moment où l'unité des forces armées est en train de se briser et où ceux qui commandent font partie de ceux qui disent "ne plus vouloir accepter d'être gênés par les politiques". L'ARENA n'est pas un parti uni. Elle compte dans ses rangs des réactionnaires obsessionnels. Elle est le parti des latifundistes et des chefs d'entreprise. C'est parmi les plus riches d'entre eux que l'on trouve les ennemis de la réforme agraire qui sont responsables de la pauvreté, de la faim et de l'analphabétisme qui sévissent dans les campagnes, les partisans de la guerre totale. Ceux-ci financent le parti à coups de millions et le dirigent dans l'idée de rétablir l'ancienne et solide alliance de l'oligarchie et de la sanguinaire dictature militaire, camouflée en 1980 sous un masque démocrate-chrétien que la lutte révolutionnaire de ces neuf dernières années a fait tomber. L'arrivée au gouvernement de l'ARENA est le signe des retrouvailles de l'oligarchie et de la dictature militaire.

Le peuple salvadorien et la communauté internationale doivent en prendre bonne note: dans les rangs de l'ARENA, il y a les maîtres et les simples serviteurs, leurs instruments, dont font partie les militaires d'active ou de réserve des escadrons de la mort. Ces derniers peuvent non seulement éliminer des révolutionnaires ou des suspects mais encore séquestrer des chefs d'entreprise, membres de l'ARENA, et leur extorquer de l'argent comme la presse l'a publié ces dernières années.

Cristiani et Merino ont déclaré qu'ils étaient prêts à négocier avec le FMLN. Certes, ils ont précisé avec arrogance qu'ils dialogueraient et qu'ils ne négocieraient pas. Nous présenterons bientôt une nouvelle proposition de négociations au gouvernement Duarte et à Messieurs Cristiani et Merino. Elle mettra leurs paroles à l'épreuve.

Nombre de Salvadoriens et d'observateurs étrangers, devant ce qu'est à l'évidence l'ARENA, se demandent qui de Cristiani ou de D'Aubuisson et d'Ochoa sera le vrai président. Le FMLN ne se fait aucune illusion. Il affrontera de toutes ses forces les fauteurs de guerre. Il démontrera que leurs menaces sont vouées à l'échec. Il maintiendra en même temps, fermement et ouvertement, son offre de paix négociée de janvier.

Le peuple salvadorien et l'opinion publique mondiale ont les yeux fixés sur l'administration Bush. Le Département d'Etat, après une première prise de position sensée sur la proposition de paix du FMLN, a manoeuvré pour la faire échouer. Il a participé à l'élaboration de la contre-proposition de dernière heure de Duarte qui a barré les possibilités de négocier le report des élections de mars à septembre. On a prétendu couvrir ce refus en déclarant un cessez-le-feu unilatéral qui, en fait, n'a jamais eu lieu. Le Département d'Etat a offert, à présent, de maintenir l'aide militaire à Cristiani. L'administration Bush mise t-elle à nouveau sur une politique qui consiste à attiser la guerre au Salvador - politique qui a échoué - ou recherchera t-elle une solution négociée ? C'est la question qui se pose.

Le FMLN poursuivra ses efforts en vue d'une paix négociée mais il continuera à se servir efficacement de ses armes pour vaincre les fauteurs de guerre, ces assassins aux abois, tant que des progrès réels n'auront pas été obtenus.

Le Commandement général du FMLN dit au peuple salvadorien qu'il faut lutter encore et avec plus de détermination pour que se réalisent les aspirations à la paix, à la démocratie, à la justice sociale, à la souveraineté nationale. C'est pour atteindre cet objectif que le FMLN prend les armes révolutionnaires. Ses rangs sont prêts à recevoir tous ceux qui comprennent la justesse et la nécessité de cette forme de combat. Tous ceux qui, sans prendre les armes, cherchent avec nous à ouvrir le chemin d'une paix négociée, luttent pour ce même objectif. Le FMLN appelle à intensifier et à élargir cette lutte, sous toutes ses formes, sans distinction de convictions politiques ou religieuses.

Compatriotes, le pouvoir qui s'oppose aux aspirations populaires est plus faible aujourd'hui, après le désaveu des élections du 19 mars. La cause d'un Salvador meilleur pour nos enfants est plus forte aujourd'hui. Elle est plus robuste et puissante que jamais. Rassemblons-nous et assurons la victoire.

El Salvador, le 21 mars 1989

Commandement Général du FMLN

+++++

POSITION DU FMLN SUR LE FUTUR GOUVERNEMENT DE L'ARENA

Le futur gouvernement de l'ARENA est dénué de légitimité car, moins encore que les scrutins précédents, les élections du 19 mars et leurs résultats n'ont correspondu aux vœux et à la volonté de la majorité du peuple salvadorien.

Ces élections ont été marquées, comme conséquence du rejet de la proposition de paix du FMLN, par l'abstentionisme. Elles se sont tenues dans un pays en guerre, dans une nation divisée. Elles ont souligné l'existence d'un double pouvoir et clairement montré que la majorité de la nation demande qu'une solution négociée mette fin à la guerre. En l'absence de négociations, personne ne peut gouverner le Salvador. S'aventurer dans la solution militaire ou exiger la reddition du FMLN ne peut donc constituer une issue viable au conflit.

Le futur gouvernement doit choisir entre deux options : il peut être le gouvernement qui intensifiera la guerre ou bien le gouvernement de transition en faveur de la paix.

Le FMLN se joint à toutes les forces nationales et internationales qui, face à l'accession de l'ARENA au gouvernement, ont manifesté une vive inquiétude. Il n'est pas abusé par l'image de force politique modérée que ce parti tente de se donner. Alors que l'ARENA ne gouverne pas directement, la répression et la tension sociale ont connu une augmentation accélérée en moins de vingt jours : des dizaines de disparitions, d'assassinats, d'arrestations dans tout le pays, l'encercllement de locaux syndicaux et de l'Université Nationale, des attentats terroristes à la bombe et à la grenade dans des lieux publics et contre la population civile mis au compte des forces du FMLN, des journalistes assassinés, la presse systématiquement intimidée, des mesures visant à étouffer la liberté d'expression, la libération de membres des escadrons de la mort liés à Roberto D'Aubuisson, des menaces d'expropriation contre des coopératives agricoles, des projets de privatisation du commerce extérieur et de la banque, des menaces de licenciements massifs de fonctionnaires. La volonté de revanche et de prépotence de l'ARENA et de secteurs des forces armées crée un climat de terreur dans tout le pays et parmi toutes les couches sociales.

L'ARENA a clairement montré qu'elle suivra une politique fondée sur les tueries et la guerre totale. Elle n'a pas manifesté de disposition sérieuse en faveur de la paix. Il est impératif de créer un cadre propice au dialogue. Cela signifie que l'ARENA doit :

1°/ Cesser les assassinats, les arrestations, les disparitions, les attentats terroristes contre les civils. Respecter la presse et la liberté d'expression. Mettre fin à la militarisation des centres de travail, aux encercllements par l'armée et à toutes les opérations de répression menées par les forces armées et les escadrons de la mort.

2°/ Respecter la nationalisation de la banque et du commerce extérieur. Respecter la réforme agraire. Promettre de ne pas toucher à la propriété coopérative, de ne mener aucune procédure d'expropriation contre ses bénéficiaires, de ne adopter aucune mesure économique qui les ruinerait et les contraindrait à vendre leurs terres. S'engager pareillement à ne procéder à aucun licenciement massif parmi les travailleurs de l'Etat.

3°/ Manifester une réelle volonté de négocier au lieu d'évoquer un dialogue visant à la reddition du FMLN et dénué de bon sens.

L'ARENA et les secteurs qu'elle représente ont et ont toujours eu un réel pouvoir. Ils portent la responsabilité de tout ce qui se passe dans le pays. Ils ne peuvent alléguer, comme Duarte et la Démocratie-Chrétienne, qu'ils n'ont pas l'autorité suffisante pour contrôler la répression ou qu'ils n'ont pas assez de pouvoir pour négocier. L'ARENA détient les pouvoirs économique, judiciaire, et législatif, et, sans attendre la fin du mandat de Duarte, a déjà mis la main sur le pouvoir exécutif. Elle possède sa propre organisation paramilitaire d'escadrons de la mort. Elle contrôle un important secteur des forces armées.

Le FMLN réitère sa volonté d'aboutir à un accord négocié mettant fin à la guerre. Aussi, il formule la proposition de paix suivante :

PROPOSITION DE PAIX POUR ETABLIR UNE DEMOCRATIE REELLE, UNE SOCIETE NOUVELLE ET LA PAIX :

Pour résoudre définitivement la question de la guerre, il est nécessaire de réformer la Constitution et de donner le caractère de gouvernement de transition au futur gouvernement proclamé par l'ARENA. Nous proposons, dans ce but, d'ouvrir des négociations sur les résolutions suivantes :

Résolution en faveur de la démocratisation

1. Tenue d'élections véritablement libres, honnêtes et démocratiques pour désigner un Président, une Assemblée Constituante et des Conseils municipaux. Il nous faut élire un gouvernement qui soit vraiment légitime. Il nous faut une Assemblée Constituante pour réformer la Constitution en matière de limitation de la propriété foncière comme dans d'autres domaines de façon à favoriser un modèle économique, politique et social juste, pluraliste et démocratique, fondé sur la prédominance de la société civile, dans lequel le pouvoir militaire privé de toutes ses prérogatives ne constituerait plus l'élément décisif du pouvoir. Il nous faut élire des conseils municipaux car un double pouvoir s'exerce sur une grande partie du territoire et que 40 % seulement des conseils locaux fonctionnent.
2. Ces élections devront présenter le caractère d'une manifestation absolument civile dans laquelle le peuple ne sera soumis à aucune forme de pression militaire. Elles devront se dérouler comme celles qui se tiennent dans la majeure partie du monde. Nous proposons pour cela les dispositions suivantes:
 - . Maintien de l'armée dans les casernes et regroupement des forces militaires du FMLN pendant trois jours, la veille, le jour et le lendemain du scrutin. Interdiction de la présence des forces militaires des deux parties dans tout bureau de vote.
 - . Restructuration du Conseil central des élections.
 - . Mise au point d'un Code électoral recueillant le consensus.
 - . Formation d'une Commission de contrôle des élections. Présence de nombreux observateurs étrangers choisis d'un commun accord.
 - . Droit de vote pour les Salvadoriens résidant à l'étranger. Mise en place des conditions matérielles leur permettant de voter.
 - . Pleines garanties pour que la campagne électorale soit menée en toute égalité et sans aucune restriction quant à l'utilisation des mass medias.

. Création de structures nationales et internationales chargées du contrôle des corps de sécurité afin que la campagne électorale ne connaisse pas les arrestations illégales, les assassinats, les tortures et autres formes de répression.

Le FMLN participerait directement à ces élections en tant que force politique, sous sa bannière et au sein d'une coalition avec d'autres partis qui souhaiteraient participer au scrutin à ses côtés.

Résolution pour instaurer la base du règlement des causes structurelles de la guerre

- 1) Non restitution des terres expropriées par l'actuelle Loi de Réforme Agraire. Annulation de la dette agraire. Exécution de la seconde phase de la Réforme Agraire.
- 2) Maintien de la nationalisation de la banque et du commerce extérieur. Adoption de mesures complémentaires pour que ces réformes deviennent synonyme d'un réel progrès social.
- 3) Réalisation d'une réforme urbaine.
- 4) Les programmes présentés par les différents partis lors des élections détermineraient les autres changements structuraux.

Résolution pour parvenir à la paix

- 1 - Jugement des chefs et des officiers impliqués dans les crimes politiques historiques et les massacres qui sont à l'origine de la guerre.
- 2 - Dissolution des corps de sécurité. Création d'une nouvelle police civile placée sous l'autorité du ministère des relations extérieures.
- 3 - Réduction progressive au niveau de 1978 des effectifs et du matériel de l'armée.
- 4 - Fin de l'aide militaire et retrait des conseillers nord-américains.
- 5 - Epuration et restructuration du pouvoir judiciaire garantissant son indépendance et son honnêteté qui permettront d'assurer le constant respect des droits de l'homme et la punition des abus perpétrés par les autorités militaires et des actes de corruption de fonctionnaires du gouvernement.
- 6 - Eclaircissement du sort de tous les disparus afin d'apaiser leurs familles.
- 7 - Liberté pour tous les prisonniers politiques et syndicaux.
- 8 - Abrogation totale de la législation répressive concernant les travailleurs.
- 9 - Inculpation des fonctionnaires coupables de corruption.
- 10 - Arrêt définitif de la lutte armée. Intégration du FMLN dans la vie politique.

Nous proposons de négocier ces trois résolutions avec les différents pouvoirs étatiques, les Forces Armées, les partis politiques. Nous proposons de négocier un cessez-le-feu entre les forces armées et le FMLN. Il serait établi des limites géographiques et des structures garantissant sa stricte application par les deux parties.

Une fois conclu l'accord sur la proposition et sur les termes du cessez-le-feu, ce dernier entrerait en vigueur afin de permettre la mise en oeuvre de toutes les résolutions et l'organisation d'élections que nous proposons de tenir six mois après le début du cessez-le-feu. Dès l'installation du nouveau gouvernement et l'application des termes des accords, serait reconnue l'existence d'une seule armée nationale.

Cdt Schafik Jorge Handal
Cdt Eduardo Sancho
Cdt Francisco Jovel
Cdt Salvador Sanchez Ceren
Cdt Joaquin Villalobos

+++++

LES ELECTIONS SALVADORIENNES : DES LEGISLATIVES DE 1982, 1985, 1988, AUX PRESIDENTIELLES DE 1989

La participation électorale (Source : comité exécutif national de l'Union Démocratique Nationaliste - UDN, 22 mars 1989)

	1982		1985		1988		1989	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Electeurs potentiels (1)	2 439 600	100	2 623 300	100	2 765 400	100	2 812 700	100
Votants	1 551 700	63,6	1 096 847	41,8	1 100 000	39,8	939 078 (3)	33,4
. suffrages exprimés	1 362 339	55,8	965 231	36,8	926 492	33,5	877 634 (3)	31,2
. bulletins invalidés (blancs, nuls, non attribués à un parti)	189 348	7,8	139 375	5,2	173 508	6,3	(4)	(4)
Non votants (2)	887 900	36,4	1 526 453	58,2	1 665 400	60,2	1 873 622	66,6

- (1) Les électeurs potentiels sont les citoyens salvadoriens ayant atteint la majorité électorale (18 ans). Leur nombre a été estimé à partir des projections démographiques par tranches d'âge quinquennales établies d'ici à l'an 2000 .
- (2) Les non votants regroupent les électeurs potentiels qui n'ont pas participé aux scrutins pour diverses raisons.
- (3) Estimations faites par le Conseil Central des Elections (CCE) le 21 mars à 20h.
- (4) Non communiqué par le CCE, le 21 mars à 20h.

Commentaires de l'UDN

1. La participation électorale décroît en nombre absolu comme en pourcentage.
2. Les élections n'expriment pas réellement la volonté du peuple salvadorien. Elles ne légitiment pas les gouvernements.
3. Tant que les élections seront un moyen de soumettre la majorité de la nation aux volontés de la minorité, elles n'auront pas de caractère démocratique et ne permettront pas de sortir du conflit. Les Salvadoriens ne pourront vivre dans la paix et la concorde.

Déclarations de Mario Aguinada Carranza, secrétaire général de l'UDN, à la presse, à San Salvador, le 22 mars 1989

" Le FMLN ne voit que deux solutions : la guerre ou la paix. Soit, l'ARENA s'engage vers la paix, soit elle continue la guerre. Ce qui est possible, c'est que l'ARENA, aveuglée par son triomphe contre la Démocratie Chrétienne - car il ne s'agit là que de la victoire de l'ARENA sur la Démocratie Chrétienne - se vante de vouloir dialoguer avec le FMLN pour l'incorporer à la vie politique et l'amener à déposer les armes ... Voilà qui serait réduire le problème et faire de l'infantilisme politique : dans ce pays, il y a deux pouvoirs, et aucun des deux n'a vaincu. Et pour les Etats-Unis, il n'y a pas d'échappatoire : soit ils continuent à financer la guerre, soit ils soutiennent les négociations pour la paix ...".

+++++

UNE REVOLUTION DEMOCRATIQUE POUR LE SALVADOR

par Joaquin Villalobos *

Tout débat concernant la réalité politique aujourd'hui au Salvador doit s'appuyer sur deux évidences largement reconnues. La première est l'effondrement du gouvernement démocrate-chrétien soutenu par les Etats-Unis. La seconde est la nécessité d'une solution politique négociée au conflit actuel.

Le Président José Napoleon Duarte a échoué car sa gestion - tant au plan économique que politique - répondait aux exigences politiques des Etats-Unis - non aux besoins internes réels du Salvador. Conséquence de celà, il n'a fait qu'accélérer la décomposition politique de son propre gouvernement.

Une solution négociée qui apporte la stabilité au Salvador ne peut être atteinte qu'après un profond changement du rapport de forces et uniquement par des accords et des pactes à l'intérieur du pays, exprimant les intérêts de secteurs sociaux et politiques divers. La compréhension de ce fait constitue le point de départ du programme révolutionnaire du Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN).

Les révolutions reflètent la réalité concrète dans laquelle elles se développent. En toute logique, chaque processus révolutionnaire doit produire ses propres concepts et ses propres modèles. Pour comprendre l'effort révolutionnaire salvadorien, il faut avoir compris le contexte historique dans lequel il a pris naissance et s'est développé.

Certains observateurs craignent que le programme révolutionnaire du FMLN réponde plus à un schéma ou à une définition idéologiques qu'aux conditions objectives du pays. On a laissé entendre qu'une victoire révolutionnaire au Salvador signifierait la mise en oeuvre de programmes radicaux. Certains ont même parlé du danger d'un régime comme celui du dictateur cambodgien destitué Pol Pot. L'administration Reagan elle-même a brandi le spectre d'un FMLN dur et radical. Par conséquent, les forces qui par ailleurs acceptent et comprennent le besoin de changement révolutionnaire au Salvador se sentent obligées de soutenir une politique d'agression en Amérique Centrale, car elles ne voient aucun moyen de réconcilier la réalité interne qui semble plaider pour le changement avec la réalité extérieure qui, dans le cadre géopolitique de l'Amérique Centrale et de l'Amérique Latine, pose des contraintes.

Un des principaux arguments invoqués par l'administration Reagan contre tout changement dans sa politique est qu'une révolution au Salvador constitue un danger pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Autre argument géopolitique, celui selon lequel une victoire révolutionnaire ne pourrait être consolidée du fait qu'elle ne mettrait pas fin au conflit que traverse le pays, mais amènerait une autre guerre - à savoir une guerre contre-révolutionnaire menée par les Etats-Unis contre le Salvador.

Toutes ces allégations de soi-disant radicalisme ou danger géopolitique reposent pourtant sur une analyse superficielle qui est faite aussi bien du FMLN que du rapport de forces - à l'intérieur comme à l'extérieur - qui a influencé son évolution. En répondant à ces assertions, le FMLN sait qu'il ne lui suffit pas d'invoquer sa bonne foi ou de faire valoir ses déclarations et ses paroles pour gagner l'adhésion à son programme. Il doit montrer que le contexte historique interne et externe dans lequel se situe le pays exige que tout changement révolutionnaire au Salvador soit basé sur un modèle politique large et ouvert et que la réflexion du FMLN prend en compte ce facteur déterminant. S'il en était autrement, le FMLN ferait une grave erreur. Il s'isolerait lui-même des forces qui sont vitales pour apporter au pays un changement profond, sérieux et réaliste, et qui sont nécessaires pour garder l'appui international.

(* Le Cdt Joaquin Villalobos est membre du Commandement Général du FMLN)

Les mouvements révolutionnaires doivent répondre au défi de maintenir une analyse objective de la réalité dans leur propre pays et ne pas tomber dans le piège d'un "rêve en couleurs" idéologique.

Lorsque les actions révolutionnaires sont motivées par des objectifs de nature idéologique plus que par les réalités concrètes ou historiques, elles tombent dans le dogmatisme

Il serait malhonnête et ridicule de nier l'influence du Marxisme-Léninisme au sein du FMLN. D'abord, peu nombreux - s'il en était - seraient ceux qui croiraient à une telle assertion. Ensuite, ce ne serait pas vrai. De plus, nous révolutionnaires ne pouvons pas nier l'influence marxiste-léniniste uniquement pour nous défendre d'un anticommunisme rétrograde.

D'une manière générale, la classe moyenne dans la plupart des sociétés est bombardée par une série de croyances au sujet des révolutionnaires et des révolutions qui non seulement s'expliquent par une préoccupation pour certains intérêts matériels mais sont aussi influencées par un préjugé idéologique à l'égard de ce que le Marxisme-Léninisme est réellement - à savoir une théorie parmi les sciences humaines.

La société aux Etats-Unis en particulier est saturée d'une idéologie et de croyances anticommunistes qui empêchent ses membres de voir la réalité. La conséquence en est une politique erronée. L'idéologie conduit les Etats-Unis à investir plus de ressources dans la lutte contre les affamés que dans l'effort pour en finir avec la faim. Mais c'est une grave erreur historique que de considérer sa propre société comme un modèle universel et de rejeter entièrement d'autres modèles dans un monde extrêmement complexe et constitué de sociétés à chacune desquelles correspondent des facteurs historiques différents et un modèle de développement propre.

L'influence du Marxisme-Léninisme en tant que théorie de science sociale est déjà universelle. C'est un fait accepté aussi bien dans le camp socialiste que dans le monde capitaliste. Le FMLN considère le Marxisme-Léninisme comme une discipline scientifique pour analyser la réalité et comme une théorie de l'organisation pour la lutte. Mais nous ne faisons pas des principes du Marxisme-Léninisme un dogme qui risquerait de nous isoler de la réalité. Une telle approche serait contradictoire avec l'exigence d'une approche scientifique pour le travail politique. Autrement dit, le FMLN parle non pas de théorie ou de définitions idéologiques mais de réalité.

Ceci ne veut pas dire que par le passé on n'ait pas traité les idées révolutionnaires sur un mode idéologique. Ceci s'explique comme étant une étape du développement de ces idées et une réaction de défense qui était nécessaire pour répondre aux tentatives d'empêcher leur propagation. Aujourd'hui, néanmoins, la communication sociale est largement développé dans le monde entier et il est de plus en plus difficile d'empêcher la circulation des idées où que ce soit. Chaque révolution doit s'adapter aux réalités qu'elle a en face d'elle et, sur cette base, construire sa propre réflexion.

C'est une erreur de préjuger une attitude politique donnée de la part d'une personne ou d'un parti sur la base du seul discours sans tenir compte des facteurs qui ont déterminé l'attitude en question. Par exemple, il est faux de poser comme hypothèse que les actions politiques des communistes sont systématiquement malhonnêtes ou que les révolutionnaires qui proclament des intentions modérées deviendront, une fois au pouvoir, des communistes. Une telle approche des choses est subjective et irréaliste. L'examen du contexte dans lequel le FMLN opère, de l'évolution de sa réflexion politique jusqu'à ce jour, des pratiques qu'il a suivies, et de la tournure que prendront très vraisemblablement les événements dans l'avenir révèle le manque de sérieux derrière ces allégations concernant la nature radicale du FMLN.....".

(Extrait)

LE FRONT NATIONAL AU SALVADOR

Le conseiller municipal d'Avignon, Thibaut de la Tocnaye, parle aujourd'hui de sa rencontre - en Août 87 - avec Alfredo Cristiani, devenu depuis président du Salvador. Il raconte :

".... C'est avec Alfredo que je parle des moyens concrets de rapprocher nos mouvements respectifs.

"La situation au Salvador est intimement liée à tout ce qui se passe en Amérique centrale. Nous soutenons entièrement la lutte des Contras au Nicaragua et une fois au pouvoir, nous sommes prêts à accueillir chez nous leurs bases arrières.

Si vos amis du Front national viennent visiter la Contra, qu'ils fassent un détour au Salvador, ARENA les recevra comme il se doit !

Il faut bien comprendre la stratégie d'expansion communiste dans la région : après Cuba et le Nicaragua, Moscou souhaite avant d'arriver à l'étape ultime qui sera la chute du Mexique (2200 km de frontière avec les E.U.), faire tomber le Salvador et le Guatemala.

Notre implantation dans le pays et notre victoire sont donc des conditions sine qua non pour enrayer ce processus".

Aujourd'hui portés par le peuple tout entier, les "Seigneurs du Salvador" effectuent leur retour en force. Les Etats-Unis ont plus qu'intérêt à soutenir sérieusement le futur gouvernement d'Alfredo Cristiani. C'est une de leurs dernières chances de conserver une maîtrise effective du continent américain".

(article paru dans Le Dauphiné Libéré - Avril 1989)

NOUVELLES BREVES

- L'Union Nationale des Travailleurs Salvadoriens (UNTS) a dénoncé l'augmentation de la répression contre les organisations populaires. Dans les dix jours qui ont suivi le scrutin, 22 travailleurs ont été arrêtés soit plus de deux par jour. "Même si Cristiani voyage aux Etats-Unis pour convaincre les sénateurs et les membres du Congrès, même s'il se rend en Europe pour obtenir une aide militaire supplémentaire pour une armée infestée de criminels, au Salvador, il ne fera que répandre davantage de sang" a déclaré le front syndical sur les antennes de la chaîne de télévision 6, le 29 mars.
- Selon les radios Venceremos et Farabundo Marti, le FMLN a fait 670 morts et blessés, dont 11 officiers, dans les rangs des Forces Armées durant le mois de mars. Deux hélicoptères ont été abattus et neuf autres ont été endommagés au cours de la même période. Six camions de transport de troupes et un tank léger ont aussi été détruits lors d'une embuscade.
- Invité spécial du président George Bush, Alfredo Cristiani s'est rendu à Washington du 7 au 12 avril pour présenter à la Maison Blanche son programme de gouvernement et pour discuter de l'aide financière américaine. Cristiani a demandé et obtenu

l'appui de Bush pour que l'aide de l'administration américaine soit maintenue au même niveau que celle accordée au gouvernement Duarte de 1984 à 1989, soit entre 574 et 394 millions de dollars annuels.

Le Salvador aurait reçu des Etats-Unis durant les huit dernières années un montant total de 3.600.000.000 (trois milliards six cent millions) de dollars, soit 1,5 million de dollars par jour. Le FMLN estime ce montant à 2 millions de dollars par jour. Pour la seule année 1988, l'aide américaine a été de 401,6 millions de dollars, dont 81,5 millions d'aide militaire pour enrayer l'offensive de la guérilla. En 1989, cette aide sera de 394,8 millions de dollars, dont 86,4 millions iront aux militaires. Pour 1990, elle sera de 386,2 millions dont 98,6 millions de dollars d'aide militaire si le Congrès américain approuve et vote la demande du gouvernement Bush.

- Le Colonel Emilio Ponce, chef de l'Etat-Major général de l'armée salvadorienne, a déclaré le 13 avril que la fin du conflit armé ne pourra s'obtenir uniquement par la voie militaire. "La solution du conflit n'est pas seulement militaire, mais aussi politique, économique et sociale. L'aspect militaire n'est qu'une composante de plus" a affirmé le chef de l'armée qui est souvent cité comme le possible ministre de la défense du prochain gouvernement d'Alfredo Cristiani.
- La Commission non gouvernementale des Droits de l'Homme a révélé que 80 personnes ont été arrêtées entre le 19 mars et le 5 avril, que 11 ont "disparu" et que 152 autres ont été assassinées par les escadrons de la mort. La majorité des victimes sont des dirigeants ou des militants de base des syndicats qui luttent pour une amélioration du niveau de vie des Salvadoriens.
- 15 avril. Un hôpital du FMLN situé dans le département de San Vicente, près de San Ildefonso, a été bombardé et encerclé par les forces aériennes qui ont alors enlevé, puis torturé et assassiné plusieurs membres du personnel médical dont une infirmière française, Madeleine Lagadec, et un médecin argentin, Gustavo I. Cazares. Le FMLN a dénoncé la barbarie de cette opération du Général Bustillo qu'elle qualifie de criminel de guerre dans son communiqué du 18 avril.

+++++